

CRAS-Infos du 18 décembre 2018

Communiqué du CRAS à propos du livre *Dix ans d'Action Directe - Un témoignage, 1977-1987*

Au mois d'octobre dernier nous avons envoyé un mail aux éditions Agone à propos d'une note concernant le CRAS dans l'ouvrage de Jean-Marc Rouillan, *Dix ans d'Action Directe - un témoignage, 1977-1987*.

Dans son livre, l'auteur inscrit le CRAS dans une « Coordination autonome » active en France, selon lui, dans ces années là. L'existence de cette coordination reste à prouver. Elle serait, toujours d'après Rouillan, à l'origine de la fondation de l'organisation Action Directe.

Or, en participant début 1978 à l'ouverture d'un local à Toulouse, l'association CRAS adhère à un projet libertaire ouvert aux diverses tendances anarchistes et communistes anti-autoritaires de la région. Le CRAS n'adhère pas à un projet politique comme Action Directe, pour différentes raisons, notamment parce qu'il ne pouvait conduire qu'à une organisation de type léniniste.

Dans notre mail nous demandions à Agone que dans un éventuel retraitage du livre, le sigle CRAS n'apparaisse plus dans la note. Ceux-ci n'ont pas daigné ou ont oublié de répondre à notre mail.

Vous trouverez ci-dessous le courrier adressé aux éditions Agone.

Si vous souhaitez en savoir un peu plus sur la période des années 1970, le CRAS a édité en 2005 et réédité en 2018 le document *Retour sur les années de braise – Des groupes autonomes et l'organisation Action Directe*.

Version papier à commander au CRAS. Consultable et téléchargeable sur ce lien :

https://cras31.info/IMG/pdf/brochure_annees_de_braise_version_texte.pdf

CRAS (Centre de Recherches pour l'Alternative Sociale)

<https://cras31.info/>

Toulouse, décembre 2018

^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^

Courrier aux éditions Agone – octobre 2018

Bonjour,

Dans le livre de Jean-Marc Rouillan *Dix ans d'Action Directe – Un témoignage, 1977-1987*, page 46 dans la note (2) (lire ci-dessous), il est question du CRAS. La formulation laisse entendre que le CRAS serait né pour n'être qu'une « agence de presse ». Or les premiers statuts de l'association CRAS ont été déposés début 1977 pour permettre une location et l'ouverture d'un local libertaire. A cette période, Jean-Marc Rouillan était incarcéré à la prison de la Santé à Paris. Ceci est détaillé dans le texte ci-dessous « Historique du CRAS... ».

Ainsi le CRAS n'a jamais été ni dans les prémices ni dans l'organisation Action directe comme le sous-entend le contenu du livre et son titre. A notre connaissance cette organisation ne naît pas en 1977 mais dans le courant de l'année 1978 et la première action menée date de mai 1979. Nous avons déjà quelques retours, des interrogations concernant cette note. Nous souhaiterions que dans un éventuel retraitage du livre le sigle CRAS n'apparaisse pas dans la note. Recevez nos salutations

le CRAS

^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^

Note page 46 du livre *Dix ans d'Action Directe – Un témoignage, 1977-1987*

«...»

À Paris, nous rencontrons régulièrement Toni Negri (1). Comme il faisait la navette entre la France et Padoue nous avons envisagé, avec lui et ses camarades transalpins de l'« autonomie organisée », de lancer une « agence de contre-information européenne » qui servirait de colonne vertébrale à un réseau de communication militante (2). En plus des réunions préparatoires nous étions allés à Barcelone pour rencontrer les camarades des groupes autonomes et du mouvement assembleista.

...»

(1) Ancien dirigeant de Potere Operaio, Antonio (dit « Toni ») Negri affirmait à l'époque (1974), rappelle Rouillan, que « seule la lutte armée aujourd'hui parle de communisme »

(2) Les statuts du bureau régional de cette « agence » furent déposés en préfecture sous le nom de CRAS « Centre de recherche pour l'alternative sociale » - qui devint plus tard une bibliothèque rassemblant un fonds d'archives et des activités éditoriales, toujours en activité (voir le site du CRAS-31).

^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^

Historique du CRAS : D'un local libertaire au centre autonome* d'archives d'histoire sociale :

A Toulouse fin 1976, un collectif libertaire informel, issu de rencontres lors des luttes dans les années précédentes, souhaite trouver un local. Pour gérer ce lieu, la location paraissait inévitable et pour ce faire les statuts de l'association CRAS (Centre de Recherches sur l'Alternative Sociale) sont déposés en préfecture début 1977. Les objectifs sont les suivants : « Un local disponible pour les réunions avec du matériel divers (impression...) à la disposition de tous ceux qui se sentent concernés et qui le prennent en charge. Le collectif espère que de cette expérience pourront se créer des affinités, des projets et pratiques communes »**. En même temps une boîte postale est ouverte au centre ville à la poste principale rue Lafayette. Le local est loué en mars 1977, rue Henri Desbals. Faute de dynamique et de prise en charge collective, l'initiative sera de courte durée. Au bout de quelques mois le local est abandonné et les statuts rangés dans un tiroir. La boîte postale, par contre, continuera à être utilisée par d'anciens membres du local.

Début 1978 un groupe autonome libertaire, dont des anciens membres de l'ancien collectif CRAS, relance le projet d'un local avec un programme ambitieux ouvert aux diverses tendances autonomes locales et internationales. Pour la location sont extraits du tiroir les statuts du CRAS. Le local est loué au 39/41 rue Saint-Rome. Ce collectif impliqué dans d'autres formes de lutte laissera assez rapidement la gestion du lieu à d'autres autonomes (des mouvementistes, des communistes en rupture de parti, des libertaires...). Ces derniers, pour des raisons pratiques et politiques, reprendront le bail du local au nom

d'une nouvelle association « L'ADELE ».*** C'est sous ce nom que vivra ce lieu pendant quelques années, de 1978 à 1981.



1978 - Carte d'adhésion à l'association CRAS

En juin 1982 le CRSAA (Centre de Recherches Sociales et Anti-Autoritaires) est créé par deux libertaires installé-e-s depuis quelques années à Toulouse. Les statuts sont officiellement déposés en préfecture. C'est un centre d'archives, comme le précise en 2013 Amapola :

« Je suis arrivée à Toulouse en 1980 suivie de près par Tonio. Nous avons officiellement créé le CRSAA seulement en 1982, mais cela faisait belle lurette qu'avec T. (et plus particulièrement lui) nous archivions dans les Pyrénées Orientales et que l'idée de créer un centre d'archives nous trottait dans la tête, dont le but était de "rester maître de notre Histoire". Nous avons déjà commencé à archiver sur Perpignan sur les luttes locales auxquelles nous participions ou celles dont nous étions témoins :

- Comité anti-répression (brochures et tracts contre la répression des militants de la RAF et de leur avocat Klaus Croissant, puis de militants anti-franquistes des groupes autonomes espagnols...)
- Mouvement Écologique Catalan (brochures et tracts sur la lutte contre les mines d'uranium à Ille-sur-Têt, mobilisation contre Malville en particulier et le nucléaire en général avec des séries de la "Gueule Ouverte"....)
- tracts, brochures, affiches et dossiers de presse sur la lutte du Bourdigou, des Poupées Bella...
- On avait hérité aussi de bribes d'archives de l'association " l'escltxa" (écharde en catalan) animée par notre ami Bernard P.
- A Toulouse, Tonio avait aussi récupéré des archives de la CNT rue Merly.
- Et puis bien sûr en 81 nous nous sommes mis à archiver sur la campagne "pour une amnistie sans précédent" ainsi que sur la lutte contre la centrale de Golfech, amassant tracts, affiches, "Géraniums enrichis" etc, etc. »

En décembre 1982, suite à une série d'attentats concernant la construction de la centrale nucléaire de Golfech et la découverte d'un garage contenant des explosifs volés en Ariège, la police judiciaire investit une maison rue de la Jalousie à Toulouse, en l'absence des locataires. Cette maison abrite les archives du CRSAA. Une partie de l'habitation est mise à sac, trois machines à écrire, des documents administratifs et des archives de l'association sont emporté-e-s, la plupart concernant la lutte antinucléaire. Un des locataires est convoqué au commissariat central où il subit une garde à vue de 24h. Il est principalement interrogé sur l'opposition antinucléaire.

En 1984, l'instruction n'ayant rien donné, l'association tentera en vain de récupérer le matériel et les documents "volés". Voir en annexe la lettre adressée au juge instructeur de Foix (Ariège).

Ces événements et la place que commence à prendre les archives incitent les membres de l'association à s'orienter vers la location d'un local. En 1984 un local est loué au 24 rue Compans à Toulouse et la boîte postale du CRAS, ouverte en 1977, est utilisée pour la réception du courrier du CRSAA.



1990 - Rue Compans - Local au premier étage d'une cour intérieure.



1990 - Un bureau, une ronéo et des archives

Début 1986 pour des raisons administratives et pratiques liées à la conservation de la boîte postale, le centre d'archives change de nom et dépose de nouveaux statuts (les anciens ayant été perdus) au nom du CRAS (Centre de Recherches sur l'Alternative Sociale).

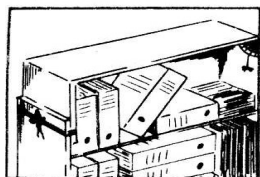
A suivre...

* Quand nous utilisons le terme « autonome », nous faisons référence à des pratiques de groupes affiliés à aucuns partis, syndicats ou organisations. Ces groupes existent depuis toujours. L'expression « groupes autonomes » sera elle utilisée au début des années 70, bien avant l'apparition de « l'Autonomie parisienne », elle même très influencé par l'autonomie italienne.

** Voir le Journal parisien *Liaison libertaire* n°2 de mars 1977.

*** L'ADELE (Association pour la Défense et l'Extension de la Liberté d'Expression). Situé au 3^e étage, ce local composé de plusieurs pièces dont une grande salle a été ouvert à divers comités ou collectifs : Larzac, réfugiés politiques (basques, espagnols, italiens...), avortement, contraception masculine (ARDECOM), antifasciste, objecteurs à l'armée, coordination lycéenne, lycéens et travailleurs, antinucléaire, Groupe de Libération Homosexuel, Comité pour le boycott des olympiades de Moscou ...). Ce local était aussi ouvert à du théâtre, des soirées musicales et notamment à l'une des célèbres radios libres de Toulouse : *Barbe rouge*. Ces radios libres ne seront légalisées qu'en 1981 après l'élection à la présidentielle du « socialiste » François Mitterrand. En 1981, entre les 2 tours des élections présidentielles, le local subit une action incendiaire revendiquée par « La Mangouste » un groupe présumé d'extrême droite ou barbouzard. Cet incendie qui détruit une bonne partie des locaux mettra fin à l'activité de l'ADELE dans ce local. Radio Barberouge s'installera ensuite dans un autre local au 40, rue Alfred Duméril, où elle deviendra plus tard Canal sud.

Annexe



CENTRE DE RECHERCHES SOCIALES ANTI-AUTORITAIRES

TOULOUSE , le ^{1^{er} Août} ~~22 Mars~~ 1984

C.R.A.S.
12 , rue de la Jalousie
31 200 TOULOUSE

Monsieur le Juge d'Instruction
En son Cabinet
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE
09 008 FOIX

Monsieur le Juge ,

Nous avons l'honneur de vous adresser la présente requête aux fins de restitution de matériel mis sous scellés , par ordonnance de votre Cabinet , en décembre 1982 .

En effet , lors de perquisitions effectuées dans les locaux de notre Association par les services de Police , du matériel a été saisi et mis sous scellés . Bien évidemment , nous nous tenons à votre disposition pour tous renseignements complémentaires que vous jugeriez nécessaires .

Dans l'espoir qu'il vous sera possible de faire droit à la présente requête et vous en remerciant par avance ,

nous vous prions de croire , Monsieur le Juge , en l'assurance de notre respectueuse considération .

N° 517 RÉCÉPISSÉ D'UN ENVOI RECOMMANDÉ POSTES DE FRANCE

Étiquette n° 510 ou 510 bis
7619

A remplir par l'expéditeur (voir au dos)
R1 R2 R3 R4 Rét

DESTINATAIRE : Monsieur le Juge d'Instruction
Tribunal DE GRANDE INSTANCE

Signature de l'agent :

109101018 CODE POSTAL FOIX LOCALITE

2.8.84 Date H 19.20 L.P. AN: Nature de l'objet Services Taux spciaux Rec. Contre remboursement